

Rwanda: après une tentative de médiation française

Le gouvernement et la guérilla doivent reprendre les négociations « Urgence »

Francis Cornu

Le Monde, 4 mars 1993

Les négociations menées à Arusha, dans le nord de la Tanzanie à la suite du cessez-le-feu conclu au cours de l'été de 1992 avaient échoué lorsque les maquisards du FPR avaient déclenché, le 8 février, une large offensive contre les forces gouvernementales pour répliquer au massacre de plus de trois cents Tutsis, en janvier, par des membres de l'ethnie majoritaire des Hutus. Des fidèles du président Juvénal Habyarimana, membres de l'ancien parti unique, avaient été plus particulièrement dénoncés pour leurs exactions, non seulement contre la minorité tutsie, parmi laquelle recrute le FPR, mais encore contre des membres de l'opposition légale qui occupe maintenant la plupart des postes du gouvernement de transition démocratique,

dirigé par M. Dismas Nsengiyaremye, premier ministre.

Depuis, la situation n'a cessé de se détériorer et les rebelles ont progressé en direction de la capitale, Kigali. Près d'1 million de Rwandais (un septième de la population) ont dû fuir les zones de combats et beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions dramatiques, l'aide humanitaire étant encore insuffisamment organisée. M. Debarge nous a déclaré avoir été notamment « *choqué* » par la visite, à une dizaine de kilomètres de Kigali, d'un camp de fortune où s'entassaient une centaine de milliers de réfugiés qui ont dévasté les plantations des alentours, celles de cannes à sucre surtout, afin d'édifier de sommaires abris. « *Là se manifeste, actuellement, l'un des principaux élé-*

ments explosifs du problème rwandais », ajoute avec inquiétude le ministre français qui vient de plaider pour une solution politique, estimant qu'il y a « *urgence* ».

A Kigali, M. Debarge s'est entretenu successivement, dimanche, avec le président Habyarimana et le premier ministre, en ayant le souci d'essayer d'apaiser les tensions qui subsistent dans la cohabitation des représentants de l'ancien régime et d'un gouvernement de transition, dont les membres appartenant à l'ex-parti unique sont désormais minoritaires. Tensions qui compliquent la recherche d'une solution au conflit armé mais que la formation présidentielle et l'opposition, la semaine dernière, se sont engagées, dans un communiqué conjoint, à surmonter. « *Un espoir* », selon M. Debarge, qui dit avoir tenu aux uns et aux autres « *le langage de la raison avec fermeté* ».

« Quelques progrès » malgré des divergences

A Kampala, lundi, le ministre a rencontré le chef de l'Etat voisin, M. Yoweri Museweni, en qui il voit « *un homme d'influence* » dans cette région de l'Afrique et donc « *sur les événements au Rwanda* ». Allusion diplomatique aux récentes informations

fournies par les services de renseignement français selon lesquelles l'Ouganda apporte un soutien important à la rébellion rwandaise (*le Monde* du 17 février), ce que démentent les autorités de Kampala.

Chassés du Rwanda après que les Hutus leur eurent pris le pouvoir à Kigali, en 1959, nombre de Tutsis qui allaient former plus tard le FPR avaient rejoint, au milieu des années 80, la guérilla ougandaise dirigée par M. Museweni et aidé ce dernier à s'installer à la tête de l'Etat, en 1986. Pour le moins, il reste de cette époque une sympathie prononcée des dirigeants de l'Ouganda pour la cause du FPR. M. Debarge n'a pas rencontré de délégation du FPR mais souligne avoir noté, malgré des divergences persistantes, « *quelques progrès* » dans ses conversations avec M. Museweni et son entourage.

Mais, après ces entretiens, le gouvernement ougandais a continué de reprocher à la France de s'ingérer dans les affaires intérieures du Rwanda. Il est vrai que Paris est particulièrement concerné par ce qui se passe dans ce pays francophone. Six cents soldats français se trouvent maintenant au Rwanda, après un récent renfort, et la France a fourni à une armée encore largement contrôlée par le président Habyarimana du matériel et des instructeurs. Mais M. Debarge a dit à ses différents interlocuteurs que la présence militaire fran-

çaise n'avait pas d'autre mission que de protéger les ressortissants français et étrangers.

M. Debarge considère que, pour faciliter la reprise des négociations, le FPR devrait revenir sur les lignes qu'il tenait avant sa dernière offensive. Au moment de la rupture des conversations, les deux camps discutaient de l'intégration des maquisards dans l'armée régulière, du retour des

exilés et de la durée de la période de transition politique. Les partis représentés au gouvernement de Kigali hormis celui du président ont clos mardi des discussions avec le FPR en prônant la relance des négociations. Mais la formation du premier ministre n'en a pas moins déclaré que l'entrée pacifique du FPR à Kigali était préférable au maintien du président Habyarimana au pouvoir...